

Toronto  
Tripoli  
Tunis  
Varsovie  
Vienne  
Vilnius  
Washington  
Yaounde  
Zagreb

**Art. 2.** Notre Ministre des Affaires Etrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 février 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

L. MICHEL

Le Ministre de l'Intérieur

A. DUQUESNE

Toronto  
Tripoli  
Tunis  
Vilnius  
Warschau  
Washington  
Wenen  
Yaounde  
Zagreb

**Art. 2.** Onze Minister van Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 februari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

L. MICHEL

De Minister van Binnenlandse Zaken

A. DUQUESNE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE, SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR, SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL PERSONNEL ET ORGANISATION**

F. 2003 — 1127

[C - 2003/22288]

**18 MARS 2003.** — Arrêté royal complétant l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et fixant des dispositions particulières relatives à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles en faveur des gardiens et gardiennes d'enfants

Rapport du roi

Sire,

Le présent rapport est rédigé en application de l'article 3bis, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Le présent projet d'arrêté royal assujettit les gardiens et gardiennes encadrés au régime de sécurité sociale des travailleurs salariés et assimile ainsi ces gardiens et gardiennes encadrés - même s'ils ne sont pas liés par un contrat de travail avec l'instance qui, pour la sécurité sociale, est considérée comme leur employeur - à des travailleurs salariés. Par ailleurs, le présent projet prévoit une réduction des cotisations patronales, ainsi qu'une série de précisions techniques concernant le règlement des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Dans l'avis n° 34.920/1 que le Conseil d'Etat a formulé le 20 février 2003 sur ce projet, cette juridiction suprême n'a pas formulé de remarques quant au fond mais bien deux remarques concernant les exigences formelles. Le Conseil d'Etat fait remarquer qu'en raison des articles 6 à 8, ce projet d'arrêté royal doit de nouveau être présenté au Conseil national du Travail, ainsi qu'au comité des services publics locaux. Le présent projet d'arrêté royal n'a pas été adapté en ces points et ce, pour les raisons suivantes.

Le commentaire qui a été remis au Conseil national du Travail précise que tant la perception des cotisations que les droits constitués se basent sur le salaire minimum fictif, à savoir le revenu mensuel moyen garanti par la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988. Le Conseil en a pris connaissance et a déclaré dans son avis pouvoir être d'accord sur ce règlement sui generis à condition que la législation établisse clairement qu'il s'agit d'une mesure transitoire. Cette condition est remplie par l'article 9 de la loi-programme (II) du 24 décembre 2002.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG, FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN, FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST PERSONEEL EN ORGANISATIE**

N. 2003 — 1127

[C - 2003/22288]

**18 MAART 2003.** — Koninklijk besluit tot aanvulling van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en tot vaststelling van bijzondere bepalingen betreffende de schadeloosstelling van de arbeidsongevallen en de beroepsziekten ten gunste van de onthaalouders

Verslag aan de Koning

Sire,

Dit verslag wordt opgesteld in toepassing van artikel 3bis, § 1, tweede en derde lid van de gecoördineerde wetten van de Raad van State.

Voorliggend ontwerp van koninklijk besluit onderwerpt de erkende en gesubsidieerde onthaalouders aan het stelsel van de sociale zekerheid der werknemers waardoor deze onthaalouders - ook al zijn ze niet met een arbeidsovereenkomst verbonden met de instantie die voor de sociale zekerheid als hun werkgever wordt beschouwd -, gelijkgesteld worden met werknemers. Daarnaast voorziet het voorliggende ontwerp in een vermindering van de werkgeversbijdragen, evenals in een aantal technische verduidelijkingen betreffende de regeling voor arbeidsongevallen en beroepsziekten.

In het advies nr. 34.920/1 dat de Raad van State op 20 februari 2003 bij dit ontwerp heeft geformuleerd, heeft dit Hoge Rechtscollege geen inhoudelijke bemerkingen gemaakt, maar twee bemerkingen inzake vormvereisten. De Raad van State merkt op dat omwille van de artikelen 6 tot 8 dit ontwerp van koninklijk besluit opnieuw aan de Nationale Arbeidsraad dient te worden voorgelegd, evenals aan het comité voor de plaatselijke overheidsdiensten. Het huidige ontwerp van koninklijk besluit werd op deze punten niet aangepast en dit om de volgende redenen.

In de toelichting die aan de Nationale Arbeidsraad werd verstrekt bij het aan voorgelegde ontwerp, werd duidelijk gemaakt dat zowel voor de inning van de bijdragen als voor de opgebouwde rechten, wordt uitgegaan van het fictief minimumloon, nl. het gewaarborgd gemiddeld maandinkomen van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988. De Raad heeft hiervan kennis genomen en in zijn advies gesteld dat zij akkoord kan gaan met deze sui generis regeling op voorwaarde dat wettelijk duidelijk wordt vastgesteld dat het om een overgangsmaatregel gaat. Aan deze voorwaarde werd door artikel 9 van de programmawet (II) van 24 december 2002 tegemoet gekomen.

Au projet d'arrêté qui a été présenté au Conseil d'Etat, trois articles ont été ajoutés, à savoir les articles 6 à 8. Ces articles précisent les droits et les obligations des gardiens et gardiennes encadrés pour le règlement des accidents du travail et des maladies professionnelles et constituent un simple éclaircissement des principes de base sur lesquels les partenaires sociaux au sein du Conseil national du Travail ont donné un avis positif. L'article 6 confirme que pour le calcul de l'indemnité pour accidents du travail, c'est la rémunération minimum qui vaut comme indemnité de référence. L'article 7 confirme que le règlement relatif aux accidents du travail du secteur privé s'applique à tous les gardiens et gardiennes encadrés, et l'article 8 confirme ce point pour le règlement relatif aux maladies professionnelles. Il s'agit ici de traductions purement techniques des principes que le Conseil national du Travail a approuvés; par conséquent, les auteurs sont d'avis que le projet ne doit pas être retransmis pour avis au Conseil national du Travail.

Il ne convient pas non plus de mener des négociations avec les organisations syndicales représentatives au comité des services publics locaux ou dans les sous-sections créées au sein de ce comité.

Conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, qui dispose que cette loi est applicable à toutes les personnes qui, en qualité d'employeur, de travailleur ou de personne assimilée, sont assujetties en tout ou en partie à la loi de 1969, les gardiens et gardiennes d'enfants et instances désignées comme leurs employeurs relèvent en effet automatiquement du régime du secteur privé. Il en va d'ailleurs de même pour les maladies professionnelles.

L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 3 juillet 1967 dispose que le règlement en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles du secteur public est, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, rendu applicable par le Roi aux conditions et dans les limites qu'il fixe, aux membres du personnel définitif, stagiaire, temporaire, auxiliaire ou engagés sous contrat de travail qui appartiennent à une série de pouvoirs ou d'institutions publiques cités dans cet article. Etant donné que les gardiens et gardiennes d'enfants ne répondent pas à cette définition, à savoir qu'ils ne sont ni statutaires ni liés par un contrat de travail avec un de ces pouvoirs ou une des institutions publiques visés dans cet article, ils ne relèvent pas du champ d'application de cette loi. Les auteurs de ce projet d'arrêté royal ont, par souci de clarté, pourtant choisi de souligner très formellement, en ajoutant à l'article 2 de l'arrêté royal du 13 juillet 1973 (par les articles 7 et 8 du présent projet d'arrêté royal) que les gardiens et gardiennes d'enfants ne relèvent pas du champ d'application de la loi du 3 juillet 1967.

Pour les motifs susmentionnés, les auteurs sont d'avis que le régime de sécurité sociale qui a été mis au point pour les gardiens et gardiennes d'enfants n'influence aucunement le statut social des membres du personnel des pouvoirs locaux et que la présentation du projet à l'avis du comité des services publics locaux n'est pas une exigence formelle à respecter. Soulignons que le règlement présenté ici concerne uniquement une adaptation du droit en matière de sécurité sociale et non du droit en matière de travail, les gardiens et gardiennes d'enfants n'étant pas liés par un contrat de travail de membre du personnel avec les pouvoirs locaux.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

De Votre Majesté,

Le très respectueux

et très fidèle serviteur,

Le Ministre de l'Emploi,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

Le Ministre des Affaires sociales,  
F. VANDENBROUCKE

Le Ministre de la Fonction publique  
et de la Modernisation de l'Administration,  
L. VAN DEN BOSSCHE

Aan het ontwerpbesluit dat aan de Raad werd voorgelegd, werden drie artikelen toegevoegd, met name de artikelen 6 tot 8. Deze artikelen verduidelijken de rechten en de plichten van de erkende en gesubsidieerde onthaalouders voor de regeling van de arbeidsongevallen en beroepsziekten en vormen een loutere verduidelijking van de basisprincipes waaraan de sociale partners binnen de Nationale Arbeidsraad een positief advies hebben verleend. Artikel 6 bevestigt dat voor de berekening van de arbeidsongevallenvergoeding het minimumloon als referentievergoeding geldt. Artikel 7 bevestigt dat op alle onthaalouders de regeling inzake arbeidsongevallen van de privé-sector van toepassing is en artikel 8 bevestigt dit voor de regeling inzake beroepsziekten. Het gaat hier om louter technische vertalingen van de principes waarmee de Nationale Arbeidsraad heeft ingestemd en bijgevolg zijn de indieners van oordeel dat het ontwerp niet opnieuw voor advies aan de Nationale Arbeidsraad dient te worden overgemaakt.

Er dienen eveneens geen onderhandelingen te worden gevoerd met de representatieve vakorganisaties in het comité voor de plaatselijke overheidsdiensten of in de onderafdelingen opgericht in dit comité.

Ingevolge artikel 1 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, dat bepaalt dat deze wet van toepassing is op alle personen die in de hoedanigheid van werkgever, werknemer of hiermee gelijkgestelde, geheel of gedeeltelijk onderworpen zijn aan de wet van 1969, ressorteren de onthaalouders en de instanties die als hun werkgevers worden aangeduid, immers automatisch onder de regeling van de privé-sector. Hetzelfde geldt trouwens voor de beroepsziekten.

Het artikel 1 van de wet van 3 juli 1967 stelt dat de regeling inzake arbeidsongevallen en beroepsziekten van de overheidssector door de Koning, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, kan van toepassing gemaakt worden, onder de voorwaarden en binnen de perken die Hij bepaalt, op de leden van het vast, stagedoend, tijdelijk, hulppersoneel, of het personeel dat wordt in dienst genomen door een arbeidsovereenkomst die behoren tot een in dit artikel opgenomen reeks overheiden of openbare instellingen. Aangezien de onthaalouders niet beantwoorden aan die omschrijving, namelijk noch in statutair dienstverband, noch verbonden door een arbeidsovereenkomst verbonden aan één van de in dat artikel bedoelde overheiden of overheidsinstellingen, vallen ze buiten het toepassingsgebied van deze wet. De indieners van dit ontwerp van koninklijk besluit hebben er, omwille van de duidelijkheid, echter voor geopteerd om door de aanvulling bij het artikel 2 van het koninklijk besluit van 13 juli 1973 (via het artikel 7 en 8 van voorliggend ontwerp van koninklijk besluit) toch zeer uitdrukkelijk te benadrukken dat de onthaalouders buiten het toepassingsgebied van de wet van 3 juli 1967 vallen.

Omwille van de hierboven beschreven redenen zijn de indieners van oordeel dat de sociale zekerheidsregeling die werd uitgewerkt voor de onthaalouders geenszins het sociale statuut van de personeelsleden van de lokale overheiden beïnvloedt en dat het voorleggen van het ontwerp voor advies aan het comité voor de plaatselijke overheidsdiensten geen na te leven vormvereiste is. Het weze benadrukt dat de hier voorgestelde regeling een uitsluitend sociaal zekerheidsrechtelijke aanpassing betreft en geen arbeidsrechtelijke waarbij de onthaalouders niet door een arbeidsovereenkomst als personeelslid met de lokale overheiden verbonden zijn.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,

de zeer eerbiedige

en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Werkgelegenheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE

De Minister van Sociale Zaken,  
F. VANDENBROUCKE

De Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Besturen,  
L. VAN DEN BOSSCHE

**18 MARS 2003.** — Arrêté royal complétant l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et fixant des dispositions particulières relatives à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles en faveur des gardiens et gardiennes d'enfants

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention et la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, notamment l'article 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 20 décembre 1995, 19 octobre 1998, 22 mars 1999, 27 décembre 2000 et 2 août 2002;

Vu la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 2;

Vu la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, notamment l'article 3, 2<sup>o</sup>;

Vu la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, notamment l'article 37sexies, inséré par la loi du 24 décembre 2002;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié pour la dernière fois par l'arrêté royal du 19 novembre 2001;

Vu l'arrêté royal du 13 juillet 1970 relatif à la réparation, en faveur de certains membres du personnel des provinces, des communes, des agglomérations et des fédérations de communes, des associations de communes, des centres publics d'aide sociale, des services, établissements et associations d'aide sociale, des services du Collège de la Commission communautaire française et de ceux du Collège de la Commission communautaire flamande et des caisses publiques de prêts, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail, notamment l'article 2, modifié par les arrêtés royaux des 6 juin 1975 et 19 avril 1993;

Vu l'arrêté royal du 12 janvier 1973 relatif à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles en faveur de certains membres du personnel des provinces, des communes, des agglomérations et fédérations de communes, des associations de communes, des centres publics d'aide sociale, des centres publics intercommunaux d'aide sociale, des services, établissements et associations d'aide sociale et des caisses publiques de prêts, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2000 fixant les conditions spéciales de calcul de la rémunération de base pour l'application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail à certaines catégories de travailleurs, modifié par les arrêtés royaux des 16 janvier 2001 et 21 février 2002;

Vu l'avis n° 1406 du Conseil national du Travail du 12 juin 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 juillet 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2002;

Vu l'urgence motivée par le fait que l'article 10 de la loi-programme (II) du 24 décembre 2002 prévoit que le statut social des gardiens et gardiennes d'enfants doit entrer en vigueur au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 2003 et que l'article 8 de la même loi prévoit que le Roi doit encore fixer les dispositions relatives à la réduction des cotisations patronales, c.-à-d. la franchise;

Que les services d'encadrement concernés, les gardiens et gardiennes encadrés, ainsi que l'Office national de Sécurité sociale doivent - vu la date d'entrée en vigueur - être fixés dans les meilleurs délais sur les implications précises de ce statut social et que par conséquent il faut le temps suffisant pour en informer les intéressés en détail afin qu'ils puissent se préparer suffisamment;

Vu l'avis 34.920/1 du Conseil d'Etat, donné le 20 février 2003, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

**18 MAART 2003.** — Koninklijk besluit tot aanvulling van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en tot vaststelling van bijzondere bepalingen betreffende de schadeloosstelling van de arbeidsongevallen en de beroepsziekten ten gunste van de onthaalouders

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995, 19 oktober 1998, 22 maart 1999, 27 december 2000 en 2 augustus 2002;

Gelet op de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, inzonderheid op artikel 3, 2<sup>o</sup>;

Gelet op de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van sociale zekerheid voor werknemers, inzonderheid op artikel 37sexies ingevoegd bij de wet van 24 december 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 november 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juli 1970 betreffende de schadevergoeding ten gunste van sommige personeelsleden van provincies, gemeenten, agglomeraties en federaties van gemeenten, verenigingen van gemeenten, openbare centra voor maatschappelijk welzijn, diensten van het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie en diensten van de Franse Gemeenschapscommissie en openbare kassen van lening, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij koninklijk besluit van 6 juni 1975 en 19 april 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 januari 1973 betreffende de schadevergoeding voor beroepsziekten, ten gunste van sommige personeelsleden van provincies, gemeenten, agglomeraties en federaties van gemeenten, verenigingen van gemeenten, openbare centra voor maatschappelijk welzijn, intercommunale centra voor maatschappelijk welzijn, diensten, inrichtingen en verenigingen voor maatschappelijk welzijn en openbare kassen van lening, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2000 tot vaststelling van de bijzondere regels van basisloonberekening voor de toepassing van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, op bepaalde categorieën van werknemers, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 januari 2001 en 21 februari 2002;

Gelet op het advies n° 1406 van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 12 juni 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 16 juli 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting gegeven op 18 juli 2002;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat in artikel 10 van de Programmawet (II) van 24 december 2002, voorzien is dat het sociaal statuut van de onthaalouders ten laatste op 1 april 2003 in werking dient te treden en in artikel 8 van dezelfde wet voorzien is dat de Koning de bepalingen met betrekking tot de vermindering van de werkgeversbijdragen, d.w.z. de franchise, verder dient te bepalen;

Dat de betrokken erkende en gesubsidieerde diensten, de erkende en gesubsidieerde onthaalouders, evenals de Rijksdienst voor de Sociale Zekerheid -gezien de datum van inwerkingtreding- zo snel mogelijk uitsluitel moeten bekomen over de precieze implicaties van dit sociaal statuut en er bijgevolg voldoende tijd dient te zijn om de betrokkenen hierover grondig te informeren opdat ze zich voldoende kunnen voorbereiden.

Gelet op het advies 34.920/1 van de Raad van State, gegeven op 20 februari 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi, de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 3, 9° de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, inséré par l'arrêté royal du 22 juin 1999 et annulé par l'arrêt du Conseil d'Etat n° 100.815 du 14 novembre 2001, est remplacé par la disposition suivante :

« 9° aux personnes physiques qui assurent l'accueil d'enfants dans une habitation équipée pour l'accueil dans un cadre familial et qui sont affiliées à un service auquel elles ne sont pas liées par un contrat de travail, ce service étant agréé par l'organisme compétent pour ce faire en vertu soit de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 1993 portant réglementation générale des milieux d'accueil subventionnés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, soit de l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 février 2001 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des crèches et des services pour familles d'accueil, soit de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 24 juin 1999 relatif à l'accueil des jeunes enfants. Le service d'accueil agréé précité est considéré comme étant leur employeur. »

**Art. 2.** Un article 8<sup>ter</sup>, rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 8<sup>ter</sup>. Pour les travailleurs visés à l'article 3, 9° du présent arrêté, l'application de la loi est limitée au régime de l'assurance obligatoire contre la maladie et de l'invalidité, au régime spécifique en matière de chômage visé à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, al. 3, q - de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, au régime de pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés et au régime des allocations familiales pour travailleurs salariés. »

**Art. 3.** Un article 27<sup>bis</sup>, rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 27<sup>bis</sup>. § 1<sup>er</sup>. Pour les travailleurs visés à l'article 3, 9° du présent arrêté, les cotisations se calculent sur la base d'une rémunération horaire forfaitaire fictive "L", calculé par mois et égale à trois fois le R.M.M.M.G. du mois, divisé par 494,

Le montant du revenu minimum mensuel moyen garanti pris en considération étant celui visé à l'article 3 de la convention collective du Travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail, portant modification et coordination des conventions collectives du travail n° 21 du 15 mai 1975 et n° 23 du 25 juillet 1975 relatives à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 29 juillet 1988.

§ 2. Le nombre d'heures pour lequel des cotisations sont dues est strictement proportionnel à l'accueil effectivement réalisé, exprimé en journées d'accueil, où une journée d'accueil correspond à l'accueil d'un enfant, non handicapé, pendant 1 jour. Le nombre global des journées d'accueil dans une période donnée est représenté par T.

Le nombre d'heures pour lequel des cotisations sont dues est obtenu en multipliant T par le temps unitaire E : nombre d'heures = T \* E.

E est déterminé de façon à ce que la prestation trimestrielle maximum d'un gardien ou d'une gardienne d'enfants résulte en une déclaration de 494 heures correspondant à 65 jours. Toutes Communautés confondues, la prestation maximum absolue s'obtient en multipliant 65 jours par le nombre maximum d'enfants pour lequel un gardien ou une gardienne d'enfants peut être agréé, soit 4. Le résultat de cette multiplication, soit  $(65 \cdot 4) = 260$  journées d'accueil par trimestre correspondant à 494 heures.  $E = \frac{494}{260} = 1,9$  heures.

§ 3. Pour l'application de l'article 24, 1°, ces travailleurs sont présumés être dans le régime de 5 jours par semaine et, indépendamment de leurs prestations réelles, déclarés comme des travailleurs à temps partiel avec une personne de référence, gardien ou gardienne d'enfants à temps plein, présumé prester 38 heures par semaine.

Les heures fictives correspondant à un maximum de 20 jours de vacances (non rémunérés) par an et aux jours fériés légaux sans accueil d'enfants sont déclarées par l'employeur comme des prestations assimilées du gardien ou de la gardienne d'enfants, à l'aide d'un code spécifique.

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, van Onze Minister van Sociale Zaken, van Onze Minister van de Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Besturen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 3, 9° van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 juni 1999 en vernietigd bij arrest nr. 100.815 van de Raad van State van 14 november 2001, wordt vervangen als volgt :

« 9° de natuurlijke personen die instaan voor de opvang van kinderen in een woning voor de opvang in gezinsverband en die aangesloten zijn bij een dienst waarmee zij niet zijn verbonden door een arbeidsovereenkomst, dienst die daartoe werd erkend door de terzake bevoegde instelling krachtens ofwel het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen gesubsidieerd door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn), ofwel het besluit van de Vlaamse Regering van 23 februari 2001 houdende de voorwaarden inzake erkenning en subsidiëring van kinderdagverblijven en diensten voor opvanggezinnen, ofwel het besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 24 juni 1999 betreffende de opvang van jonge kinderen. Voormelde erkende opvangdienst wordt als hun werkgever beschouwd. »

**Art. 2.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 8<sup>ter</sup> ingevoegd, luidende :

« Art. 8<sup>ter</sup>. Voor de in artikel 3, 9° van dit besluit bedoelde werknemers wordt de toepassing van de wet beperkt tot de regeling voor verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit, tot de specifieke regeling inzake werkloosheid bedoeld in artikel 7, § 1, derde lid, q - van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, tot de regeling voor rust- en overlevingspensioenen voor werknemers en tot de kinderbijslagregeling voor werknemers. »

**Art. 3.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 27<sup>bis</sup> ingevoegd, luidende :

« Art. 27<sup>bis</sup>. § 1. Voor de in artikel 3, 9° van dit besluit bedoelde werknemers worden de bijdragen betaald op basis van een fictief forfaitair uurloon "L", per maand berekend en gelijk aan driemaal het G.G.M.M.I. van de maand, gedeeld door 494.

Het bedrag van het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen is het bedrag bedoeld in artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 gesloten in de Nationale Arbeidsraad houdende wijziging en coördinatie van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 21 van 15 mei 1975 en nr. 23 van 25 juli 1975 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimum maandinkomen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 29 juli 1988.

§ 2. Het aantal uren waarop bijdragen verschuldigd zijn staat in strikte verhouding tot de werkelijk gedane opvang, uitgedrukt in opvangdagen, waarbij een opvangdag overeenstemt met de opvang van een niet-gehandicapt kind gedurende 1 dag. Het globaal aantal opvangdagen in een bepaalde periode wordt uitgedrukt door T.

Het aantal uren waarop bijdragen verschuldigd zijn wordt bekomen door T te vermenigvuldigen met de eenheidstijd E : aantal uren = T \* E.

E wordt dermate vastgelegd dat de driemaandelijke maximumprestatie van een onthaalouder aanleiding geeft tot een aangifte van 494 uren overeenstemmend met 65 dagen. Zonder onderscheid tussen de Gemeenschappen bekomt men de absolute maximumprestatie door 65 dagen te vermenigvuldigen met het maximum aantal kinderen waarvoor een onthaalouder kan worden erkend, namelijk 4. Het resultaat van deze vermenigvuldiging, met name  $(65 \cdot 4) = 260$  opvangdagen per kwartaal, wat overeenstemt met 494 uren.  $E = \frac{494}{260} = 1,9$  uur.

§ 3. Voor de toepassing van artikel 24, 1°, wordt verondersteld dat een werktijdregeling van 5 dagen per week voor deze werknemers geldt en dat zij, ongeacht hun prestaties, aangegeven zijn als deeltijdse werknemers met een referentiepersoon, voltijdse onthaalouder, van wie wordt verondersteld dat zijn prestaties 38 uren per week bedragen.

De fictieve uren die overeenstemmen met maximum 20 (onbezoldigde) vakantiedagen per jaar en met de wettelijke feestdagen zonder opvang van kinderen worden door de werkgever door middel van een specifieke code aangegeven als gelijkgestelde prestaties van de onthaalouder.

Les heures fictives correspondant aux autres jours pour lesquels le gardien ou la gardienne d'enfants décide de ne pas accueillir des enfants, sont déclarés par l'employeur comme du congé sans solde.

Pour les jours assimilés et les jours de congé sans solde, le nombre de journées d'accueil, correspondant à ces jours et servant de base au calcul du nombre d'heures fictives à déclarer, est obtenu en multipliant le nombre de ces jours par le nombre moyen d'enfants inscrits pendant le mois dans lequel ces jours se situent. Le nombre d'heures fictives à déclarer est égal au nombre de journées d'accueil calculé, multiplié par le temps unitaire E.

Les heures fictives correspondant à des prestations prévues mais non réalisées à cause d'absences d'enfants normalement gardés par le travailleur, mais absents pour des raisons indépendantes de sa volonté sont déclarées par l'employeur comme des prestations assimilées, à l'aide d'un autre code spécifique.

**Art. 4.** Un article 42bis, rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Article 42bis. les cotisations personnelles des travailleurs visés à l'article 3, 9° sont retenues par le service agréé sur les indemnités auxquelles ils ont droit à charge de la Communauté dans laquelle ils travaillent conformément soit à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 1993 portant réglementation générale des milieux d'accueil subventionnés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, soit de l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 février 2001 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des crèches et des services pour familles d'accueil, soit de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 24 juin 1999 relatif à l'accueil des jeunes enfants. »

**Art. 5.** Pour calculer le montant de la franchise F auquel à droit le gardien ou la gardienne d'enfants effectuant des prestations trimestrielles incomplètes, on entend par :

J = le nombre de jours de travail d'une occupation qui a été déclarée exclusivement avec des journées telles que visées à l'article 24 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, à l'exclusion des jours de vacances légales des ouvriers, des jours de « repos compensatoire secteur de la construction » et des jours de vacances complémentaires octroyés par C.C.T. rendue obligatoire qui ne sont pas payés par l'employeur.

H = le nombre d'heures de travail d'une occupation qui a été déclarée en jours et en heures conformément au facteur J défini ci-dessus.

$\mu$  : la fraction des prestations qui ont été effectuées par le parent d'accueil durant le trimestre.  $\mu$  est le rapport entre le nombre d'heures de travail qui a été effectivement déclarée conformément à l'article 24 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs pour le travailleur concerné et le nombre d'heures correspondant à des prestations trimestrielles complètes pour une personne qui assure l'accueil de jour d'enfants, soit 494 heures par trimestre.

$\mu = H / 494$ ;  $\mu$  est arrondi à la deuxième décimale après la virgule, 0,005 étant arrondi vers le haut.

Lorsque la fraction de prestation  $\mu$  du parent d'accueil est inférieure au seuil minimum en matière d'occupation M, le parent d'accueil n'ouvre pas le droit à la franchise.  $M = 0,33$

Lorsque la fraction de prestation  $\mu$  du gardien ou de la gardienne d'enfants est au moins égale à M et au plus égal à  $1/\beta$ , le montant de la franchise octroyée s'obtient de la manière suivante :  $F = F_b \cdot \mu \cdot \beta$ ; F est arrondi à la deuxième décimale après la virgule, 0,005 étant arrondi vers le haut. Dans cette formule  $\beta$  est le coefficient de correction permettant de déroger à une franchise strictement proportionnelle en fonction des prestations de travail.  $\beta$  est égal à 1,25.

Lorsque la fraction de prestation  $\mu$  du gardien ou de la gardienne d'enfants est supérieure à  $1/\beta$ , la franchise octroyée est égale à  $F_b$ .

Un travailleur tombant dans le champ d'application de ce système de franchise n'ouvre le droit à aucune autre réduction des cotisations patronales.

De fictieve uren die overeenstemmen met de andere dagen waarop de onthaalouder beslist geen kinderen op te vangen, worden door de werkgever aangegeven als verlof zonder wedde.

Voor de gelijkgestelde dagen en voor de dagen verlof zonder wedde wordt het aantal opvangdagen dat overeenstemt met deze dagen en dat als basis dient voor de berekening van het aantal aan te geven fictieve uren, bekomen door het aantal van deze dagen te vermenigvuldigen met het gemiddeld aantal ingeschreven kinderen in de maand waarin deze dagen vallen. Het aantal aan te geven fictieve uren is gelijk aan het berekend aantal opvangdagen, vermenigvuldigd met de eenheidstijd E.

De fictieve uren die overeenstemmen met voorziene maar niet geleverde prestaties, te wijten aan de afwezigheid van kinderen die normaal door de werknemer worden opgevangen maar die afwezig zijn om redenen buiten zijn wil worden door de werkgever als gelijkgestelde prestaties aangegeven door middel van een specifieke code.

**Art. 4.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 42bis ingevoegd, luidende :

« Artikel 42bis. De persoonlijke bijdragen van de werknemers bedoeld in artikel 3, 9°, worden door de erkende dienst ingehouden op de vergoedingen waarop ze recht hebben ten laste van de Gemeenschap waarin ze werken overeenkomstig ofwel het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen gesubsidieerd door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn), ofwel het besluit van de Vlaamse Regering van 23 februari 2001 houdende de voorwaarden inzake erkenning en subsidiëring van kinderdagverblijven en diensten voor opvanggezinnen, ofwel het besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 24 juni 1999 betreffende de opvang van jonge kinderen. »

**Art. 5.** Voor de berekening van het bedrag van de franchise F waarop de onthaalouder die onvolledige driemaandelijks prestaties verricht recht heeft, wordt verstaan onder :

J = het aantal arbeidsdagen van een tewerkstelling die werd aangegeven uitsluitend met dagen zoals bedoeld in artikel 24 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, met uitzondering van de wettelijke vakantiedagen voor arbeiders, de dagen « compenserende rust bouwsector » en de aanvullende vakantiedagen toegekend bij een algemeen verbindend verklaarde C.A.O. en die door de werkgever niet worden vergoed.

H = het aantal arbeidsuren van een tewerkstelling aangegeven in dagen en uren overeenkomstig de hierboven bepaalde factor J.

$\mu$  : de breuk van de prestaties verricht door de onthaalouder tijdens het kwartaal.  $\mu$  is de verhouding tussen het aantal arbeidsuren daadwerkelijk aangegeven overeenkomstig artikel 24 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en het aantal uren overeenstemmend met volledige driemaandelijks prestaties voor een persoon die instaat voor dagopvang van kinderen, namelijk 494 uur per kwartaal.

$\mu = H / 494$ ;  $\mu$  wordt afgerond op de tweede decimaal na de komma, waarbij 0,005 naar boven wordt afgerond.

Wanneer de breuk van de prestaties  $\mu$  van de onthaalouder minder bedraagt dan het peil van de minimale tewerkstelling M, geeft de onthaalouder geen recht op de franchise.  $M = 0,33$ .

Wanneer de breuk van de prestaties  $\mu$  van de onthaalouder ten minste gelijk is aan M en ten hoogste gelijk is aan  $1/\beta$ , wordt het bedrag van de toegekende franchise als volgt berekend :  $F = F_b \cdot \mu \cdot \beta$ ; F wordt afgerond op de tweede decimaal na de komma, waarbij 0,005 naar boven wordt afgerond. In deze formule is  $\beta$  de correctiecoëfficiënt waardoor kan afgeweken worden van een strikt evenredige franchise naar gelang van de arbeidsprestaties.  $\beta$  is gelijk aan 1,25.

Wanneer de breuk van de prestaties  $\mu$  van de onthaalouder meer bedraagt dan  $1/\beta$ , is de toegekende franchise gelijk aan  $F_b$ .

Een werknemer die binnen het toepassingsgebied van deze franchiseregeling valt, opent geen recht op enige andere vermindering van de werkgeversbijdragen.

**Art. 6.** Il est inséré dans le chapitre II de l'arrêté royal du 18 avril 2000 fixant les conditions spéciales de calcul de la rémunération de base pour l'application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail à certaines catégories de travailleurs après la section IV une section V, rédigée comme suit :

« Section V – Personnes qui assurent l'accueil d'enfants dans le cadre d'un service agréé.

**Art. 6bis.** La rémunération de base visée à l'article 34 de la loi est fixée, pour le gardien ou la gardienne d'enfants visés à l'article 3, 9°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, à douze fois le revenu mensuel moyen minimum garanti, tel qu'il est fixé au moment de l'accident pour un travailleur à temps plein par convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du Travail et rendu obligatoire par arrêté royal.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour le calcul des indemnités d'incapacité temporaire de travail, la rémunération mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est multipliée par une fraction dont le dénominateur est égal au nombre maximum de places d'accueil pouvant être agréées sur la base de la réglementation communautaire et dont le multiplicateur est égal au nombre de place d'accueil reconnues au moment de l'accident chez le gardien ou a gardienne d'enfants. »

**Art. 7.** L'article 2 de l'arrêté royal du 13 juillet 1970 relatif à la réparation, en faveur de certains membres du personnel des provinces, des communes, des agglomérations et des fédérations de communes, des associations de communes, des centres publics d'aide sociale, des services, établissements et associations d'aide sociale, des services du Collège de la Commission communautaire française et de ceux du Collège de la Commission communautaire flamande et des caisses publiques de prêts, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail, modifié par les arrêtés royaux des 6 juin 1975 et 19 avril 1993, est complété par un alinéa libellé comme suit :

« Le règlement instauré par la loi n'est pas d'application au gardien ou à la gardienne d'enfants visés à l'article 3, 9° de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et pour lesquels un pouvoir public, une entreprise, une association, un service ou un établissement est considéré comme employeur.

**Art. 8.** L'article 2 de l'arrêté royal du 12 janvier 1973 relatif à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles en faveur de certains membres du personnel des provinces, des communes, des agglomérations et fédérations de communes, des associations de communes, des centres publics d'aide sociale, des centres publics intercommunaux d'aide sociale, des services, établissements et associations d'aide sociale et des caisses publiques de prêts est complété par un alinéa libellé comme suit :

« Il n'est également pas d'application au gardien ou à la gardienne d'enfants visés à l'article 3, 9° de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et pour lesquels un pouvoir public, une entreprise, une association, un service ou un établissement est considéré comme employeur. »

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2003

**Art. 10.** Notre Ministre de l'Emploi, Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

Le Ministre des Affaires sociales,  
F. VANDENBROUCKE

Le Ministre de la Fonction publique  
et de la Modernisation de l'Administration,  
L. VAN DEN BOSSCHE

**Art. 6.** In hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 18 april 2000 tot vaststelling van de bijzondere regels van basisloomberekening voor de toepassing van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 op bepaalde categorieën werknemers wordt na afdeling IV een afdeling V ingevoegd luidende :

« Afdeling V – Personen die instaan voor de opvang van kinderen in het kader van een erkende dienst.

**Art. 6bis** – Het basisloon bedoeld in artikel 34 van de wet wordt voor de onthaalouder bedoeld in artikel 3, 9° van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, vastgesteld op twaalf maal het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen zoals dat op het ogenblik van het ongeval voor een voltijdse werknemer is vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in de Nationale Arbeidsraad en bij koninklijk besluit algemeen bindend verklaard.

In afwijking van het eerste lid, wordt voor de berekening van de vergoedingen voor tijdelijke arbeidsongeschiktheid het in het eerste lid vermeld loon vermenigvuldigd met een breuk, waarvan de noemer gelijk is aan het maximum aantal opvangplaatsen dat op grond van de Gemeenschapsreglementering kan erkend worden, en de teller gelijk is aan het aantal opvangplaatsen waarvoor de onthaalouder een erkenning heeft op het ogenblik van het ongeval. »

**Art. 7.** Artikel 2 van het koninklijk besluit van 13 juli 1970 betreffende de schadevergoeding ten gunste van sommige personeelsleden van provincies, gemeenten, agglomeraties en federaties van gemeenten, verenigingen van gemeenten, openbare centra voor maatschappelijk welzijn, diensten van het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie en diensten van de Franse Gemeenschapscommissie en openbare kassen van lening, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, gewijzigd bij koninklijk besluit van 6 juni 1975 en 19 april 1993, wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« De regeling ingesteld door de wet, is niet van toepassing op de onthaalouder bedoeld in artikel 3, 9°, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en waarvoor een in artikel 1 bedoelde overheid, bedrijf, vereniging, dienst of inrichting als werkgever beschouwd wordt.»

**Art. 8.** Artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 januari 1973 betreffende de schadevergoeding voor beroepsziekten, ten gunste van sommige personeelsleden van provincies, gemeenten, agglomeraties en federaties van gemeenten, verenigingen van gemeenten, openbare centra voor maatschappelijk welzijn, intercommunale centra voor maatschappelijk welzijn, diensten, inrichtingen en verenigingen voor maatschappelijk welzijn en openbare kassen van lening wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« Het is eveneens niet van toepassing op de onthaalouder bedoeld in artikel 3, 9°, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en waarvoor een in artikel 1 bedoelde overheid, bedrijf, vereniging, dienst of inrichting als werkgever beschouwd wordt. »

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 2003.

**Art. 10.** Onze Minister van Werkgelegenheid, Onze Minister van Sociale Zaken, onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Besturen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE

De Minister van Sociale Zaken,  
F. VANDENBROUCKE

De Minister van Ambtenarenzaken  
en Modernisering van de Openbare Besturen,  
L. VAN DEN BOSSCHE